



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

**Unité départementale de l'architecture
et du patrimoine de la Charente-Maritime**

Affaire suivie par : Sandu HANGAN
sandu.hangan@culture.gouv.fr

La Rochelle, le 23 février 2026

Monsieur le Maire,

La commune de Saint-Quentin-De-Rançanne a arrêté son projet de Plan Local d'Urbanisme par délibération du conseil municipal en date du 5 décembre 2025. Par courriel du 16 décembre 2025, vous m'avez transmis ce projet pour avis.

En ce qui concerne l'UDAP, l'analyse du dossier a pour objectif, d'une part, de s'assurer de la bonne prise en compte des servitudes d'utilité publique relevant du code du patrimoine et du code de l'environnement et, d'autre part, de s'assurer que le document d'urbanisme peut encadrer une architecture et un urbanisme de qualité, s'intégrant harmonieusement dans le milieu environnant.

Après examen du dossier, j'émet un **avis favorable assorti des observations suivantes** :

- Pièce 5.1 : Servitudes d'utilité publique AC1. Le service gestionnaire pour le monument historique (église Saint-Quentin) est la DRAC (préfet de région, conservation régionale des monuments historiques - CRMH). Pour les abords des monuments historiques impactant le ban communal, le service gestionnaire est l'UDAP (Unité départementale de l'architecture et du patrimoine) et non le STAP (ancienne dénomination du service).
- Règlement, article 2 : Les toitures inclinées en tuiles rouges de type canal participent du caractère du village et de la région. Compte tenu de leur impact visuel très important dans le paysage de ce secteur, il serait judicieux de limiter les emprises de toitures plates à 30% de l'emprise bâtie totale. En effet, la rédaction de l'article permettrait de prévoir des toitures plates sur la totalité des constructions neuves, ce qui peut aboutir à la dénaturation du paysage.
- En ce qui concerne l'implantation de panneaux solaires, il serait judicieux d'encadrer leur insertion discrète dans le paysage. La pose sur la partie inférieure des toitures et la pose de format rectangulaire sont des critères minimaux d'intégration.
- Éléments patrimoniaux identifiés au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme : L'inventaire du bâti patrimonial ne semble pas exhaustif. L'article L.151-19 vise, d'une part, à identifier ces éléments et, d'autre part, à mettre en place des prescriptions de nature à assurer leur préservation, leur conservation ou leur restauration.

À ce titre, pour ces immeubles situés en dehors des abords d'un monuments historique, d'un site inscrit ou classé ou d'un site patrimonial remarquable, l'autorité compétente en matière d'urbanisme a l'option de demander l'avis de l'architecte des Bâtiments de France.

Dans ce cadre, le projet fait l'objet d'un avis du point de vue de la qualité architecturale, urbaine et paysagère, en application du décret n°2010-633 du 8 juin 2010 relatif aux missions des directions régionales des affaires culturelles. Cet avis peut appuyer la décision de l'autorité compétente sur la base de l'article R111-27 Code de l'Urbanisme : « Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ». En cas de démolition, l'article L421-6 du Code de l'Urbanisme peut être appliqué : « Le permis de démolir peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les travaux envisagés sont de nature à compromettre la protection ou la mise en valeur du patrimoine bâti ou non bâti, du patrimoine archéologique, des quartiers, des monuments et des sites ».

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations respectueuses.

Le chef de l'Unité départementale
de l'architecture et du patrimoine
de la Charente-Maritime



Sandu Hangan

Monsieur Jean-Pierre BOUCHET
Mairie de Saint Quantin-De-Rançanne
10, Rue des Marchegays
17800 Saint Quantin-De-Rançanne

Copie :

DDTM de la Charente-Maritime
Service Aménagement
89 Avenue des Cordeliers, 17018 La Rochelle cedex 1

Madame Hélène LEMESLE
Sous-préfète de l'arrondissement de Jonzac
4, rue du Château BP 70029 17500 Jonzac